

**Légère croissance de l'aide au développement en 2009 d'après l'OCDE**

L'aide publique au développement (APD) des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a légèrement augmenté en 2009 malgré la crise financière, mais pas suffisamment pour permettre le respect des engagements de lutte contre la pauvreté, a annoncé l'OCDE le 14 avril. L'APD des 23 pays<sup>1</sup> du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a enregistré une hausse de 0,7% en termes réels par rapport à 2008, atteignant 119,6 milliards de dollars, soit 0,31% de leur revenu national brut cumulé. Hors allègement de dette, cette augmentation de l'APD atteint 6,8% par rapport à 2008. Dans un communiqué, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, estime que « *de gros efforts sont encore nécessaires pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Il s'agit d'un investissement vital dont les bénéfices sont importants pour le monde entier* ».

Selon l'OCDE, la hausse de l'APD en Afrique ne devrait pas permettre de respecter les engagements pris par le G8 en 2005. En 2010, l'Afrique ne recevra que 11 des 25 milliards de dollars supplémentaires annoncés à Gleneagles, en raison des promesses non tenues de certains bailleurs européens. La Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (Concord) a déploré que « *l'Allemagne et l'Italie, deux des principales économies européennes, aient réduit leur aide respectivement à 0,35% et 0,16% de leur PIB, réduisant considérablement le budget total des aides européennes* ». Le commissaire européen en charge du Développement, Andris Piebalgs, a expliqué que « *de nombreux donateurs, dont plusieurs pays de l'Union européenne, ont diminué le montant de leur aide publique en 2009 et l'UE risque de ne pas atteindre l'objectif de consacrer 0,56% de son revenu national brut [à l'APD] en 2010* ». Alors que l'aide représentait 0,44% du revenu national brut de l'Union européenne en 2009, le commissaire a averti que « *la crise ne peut être une excuse* » pour ne pas respecter les engagements pris.

**Second sommet des principaux pays émergents**

Le second sommet du Bric (Brésil, Russie, Inde et Chine) s'est tenu à Brasilia, au Brésil, le 16 avril. Ces quatre pays émergents représentent 42% de la population de la planète, et 15% du Produit intérieur brut global. Sur le plan agricole, les Bric représentent un tiers des terres cultivables dans le monde et produisent 40% du blé disponible. La déclaration conjointe publiée à l'issue de la rencontre appelle à accélérer les réformes du système financier international, à « *boycotter le protectionnisme commercial* » et à maintenir la stabilité des principales monnaies de réserve. Le Bric a également revendiqué une meilleure représentation dans les instances internationales, en particulier au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Par ailleurs, ces quatre pays ont pour projet de mettre en place une union de leurs banques de développement pour développer les infrastructures, sans dépendre des organismes traditionnellement sollicités. En marge du sommet, le Brésil et la Chine ont signé un « *plan d'action* » sur cinq ans visant à renforcer leur coopération énergétique et commerciale. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de 780 % depuis 2003, et la Chine est aujourd'hui le principal acquéreur des exportations brésiliennes notamment de pétrole, soja et de minerai de fer.

**1<sup>ère</sup> conférence des ministres responsables de la météorologie en Afrique**

Du 12 au 16 avril s'est tenue à Nairobi, Kenya, la 1<sup>ère</sup> conférence des ministres en charge de la météorologie en Afrique organisée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et de l'Union africaine (UA). L'objectif de cette rencontre était de souligner et de renforcer le rôle joué par les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHM), notamment dans la prévention des catastrophes.

La conférence ministérielle était précédée d'une réunion d'experts de haut-niveau. Les observations et les prévisions météorologiques sont, d'après ces experts, essentielles à la recherche et aux projections climatiques, et peuvent contribuer à la prise de décision dans les domaines de l'énergie, de la sécurité alimentaire, des transports et de la biodiversité. Plus globalement, l'UA souhaite, avec l'aide de l'OMM, renforcer les capacités météorologiques des pays africains afin d'être en mesure de « *contrôler les effets néfastes du changement climatique* ».

Les ministres et chefs de délégation ont reconnu la nécessité de collaborer pour améliorer les services météorologiques et hydrologiques. Ils se sont engagés à renforcer et à soutenir les SMHN en fournissant des ressources nécessaires et des cadres institutionnels adéquats pour améliorer leurs performances. Les SMHN doivent ainsi permettre d'assurer la disponibilité de l'information pour les décideurs africains et les utilisateurs finaux. Une conférence ministérielle africaine sur la météorologie (Comamet) devrait désormais se tenir tous les deux ans.

<sup>1</sup> Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Union européenne. La Corée du Sud est membre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Sources: AFP, Reuters, OCDE, IISD, Xinhua, Les Echos.